

Unité départementale de la Marne  
10 rue Clément ADER  
51100 Reims

Reims, le 11/09/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/09/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ADM Bazancourt SASU**

114 rue de Pomacle,  
CS 30 004,  
51110 Bazancourt

Références : D2 i 852  
Code AIOT : 0005701552

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/09/2025 dans l'établissement ADM Bazancourt SASU implanté 114 rue de Pomacle, CS 30 004, 51110 Bazancourt. L'inspection a été annoncée le 06/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre de l'action collective 2025 : rejets eaux et déclarations GEREP/GIDAF.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ADM Bazancourt SASU
- 114 rue de Pomacle, CS 30 004, 51110 Bazancourt
- Code AIOT : 0005701552

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ADM Bazancourt est une entreprise du groupe ADM qui transforme, sur son unité de la plateforme de Bazancourt (51), des céréales en produits édulcorants, en protéines, en amidons et divers composants à destination des marchés de l'alimentation humaine, de la nutrition animale, de l'industrie et de la fertilisation.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet
2	Complétude de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	Sans objet
4	Justification de dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
6	Existence d'un point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite de la visite, l'inspection retient que l'exploitant réalise ses déclarations sur les outils GERP et GIDAF.

L'autosurveillance déclarée sur GIDAF concernant les rejets dans les eaux superficielles, met en avant des dépassements mineurs récurrents de certaines valeurs de rejets par rapport aux valeurs seuils réglementaires sur 2024 et 2025. Toutefois le nombre d'écarts relevés par mois ne dépasse pas la limite de tolérance admissible de 10 % fixée par l'arrêté ministériel du 2/2/98 et applicable aux séries de résultats avec des mesures quotidiennes.

De plus, les causes de ces dépassements sont identifiées par l'exploitant et font l'objet d'actions d'amélioration diverses (ajout d'une supervision sur la STEP, système de mesure des débits au niveau de la production, ...) visant à détecter plus rapidement les dérives afin d'éviter que celles-ci n'entraînent des dépassements des valeurs cibles en sortie de la station d'épuration du site. Il est également à noter que le nombre de dépassements est en baisse sur 2025 par rapport à 2024.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Réalisation de la déclaration GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Déclaration GERE
<b>Prescription contrôlée :</b>  La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé la déclaration de ses données d'émissions polluantes et de déchets pour l'année 2024 avant le 30/03/2025. L'Inspection n'a pas relevé d'écart sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Complétude de la déclaration GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Déclaration GERE
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :  -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;  -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;  -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> / an ;  -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de

prélèvement total est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;

-la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ;

-les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

Cette déclaration comprend :

-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;

-la quantité par nature du déchet ;

-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;

-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

[...]

#### **Constats :**

L'exploitant a déclaré ses données annuelles pour l'année 2024 concernant :

- les prélèvements d'eaux souterraines du site
- les quantités de déchets dangereux et non dangereux générés
- les émissions atmosphériques en lien avec ses installations de combustion

Les données transmises correspondent aux activités déclarées par l'exploitant pour le site.

Par sondage, l'Inspection n'a pas relevé d'écart sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 3 : Autosurveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21

**Thème(s) :** Actions régionales, Autosurveillance

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.

[...]

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.

**Constats :**

L'exploitant déclare périodiquement les résultats de son autosurveillance sur la plateforme GIDAF.

Cette autosurveillance concerne les émissions dans les eaux superficielles, la qualité des eaux souterraines et le suivi légionelles des tours aéroréfrigérantes du site.

Le suivi légionelles ayant déjà fait l'objet d'une visite d'inspection en début d'année, un point plus spécifique a été réalisé sur les eaux superficielles.

Sur ce volet, l'autosurveillance est réalisée de manière quotidienne.

Des dépassements récurrents ont été constatés sur 2024 et 2025 mais le taux d'analyses avec dépassements par mois reste inférieur à 10 % .

Seul le mois d'avril 2024 présente un taux d'analyses avec dépassements supérieur à 10%. Ces dépassements plus importants sont liés à un incident ponctuel survenu sur la station d'épuration du site qui a déjà été signalé à l'Inspection via une fiche de notification d'accident/incident en date du 22/04/2024.

Par sondage, l'Inspection n'a pas constaté d'écart sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 4 : Justification de dépassements et actions correctives**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV

**Thème(s) :** Actions régionales, Autosurveillance

**Prescription contrôlée :**

IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.

Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du

premier mois du trimestre calendaire suivant.
L'arrêté préfectoral peut prescrire l'obligation et le délai de transmission dans d'autres cas, lorsque le contexte local le justifie.
<b>Constats :</b>  Pour les mois où des dépassements sont identifiés sur l'outil en ligne Gidaf, l'exploitant décrit brièvement les causes et les mesures correctives mises en place. Lors de la visite d'Inspection l'exploitant a expliqué que pour chaque dépassement identifié, il réalise une fiche réflexe comportant une analyse des causes et l'identification des actions correctives et préventives à réaliser pour y remédier. L'Inspection a sélectionné au hasard un dépassement identifié au 02/05/2025 pour lequel l'exploitant a présenté la fiche réflexe correspondante datée du 21/05/2025. L'exploitant a également présenté plusieurs actions d'amélioration réalisées ou en cours, notamment la mise en place d'une supervision centralisée au niveau de la station d'épuration du site, début 2025. L'Inspection n'a pas relevé d'écart sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Contrôle de recalage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>« S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>« L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>« L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>« Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément. »</p>
<b>Constats :</b>

<p>Lors de la visite d'Inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de rapport de contrôle de recalage.</p> <p>Cependant, par courriel en date du 03/09/2025, il a transmis à l'Inspection un devis accompagné d'un bon de commande signé pour la réalisation d'un nouveau contrôle pour le 31/10/2025.</p> <p>Ce contrôle porte sur les rejets d'eaux usées en amont et en aval de la STEP.</p> <p>Les paramètres prévus dans la commande correspondent aux paramètres d'analyse prévus par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous 3 mois, transmettre à l'Inspection le rapport d'analyses des contrôles de recalage une fois réalisés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 6 : Existence d'un point de prélèvement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de deux points de prélèvements pour ses effluents aqueux.</p> <p>Le premier se trouve sur le site au niveau de la citerne qui collecte l'ensemble des eaux usées du site avant leur envoi vers la station d'épuration. Ce point est équipé d'un système de prélèvement automatique d'échantillons facilement accessible.</p> <p>Le second se trouve en sortie de la station d'épuration des eaux usées.</p> <p>Lors de la visite d'Inspection seul le point de prélèvement situé sur le site a été contrôlé.</p> <p>Par sondage, l'Inspection n'a pas constaté d'écart sur ce point.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>